

Coupe

L'Aviation Militaire :

**NOS OFFICIERS
VOLENT...**

**LES JUIFS
AUSSI.**

L'ŒUVRE

TOUS LES JEUDIS
N° 25 CENTIMES

9^e ANNÉE — N° 7
220, *Fg St-Honoré (8^e)*

15 Février 1912
PAR AN : 10 FRANCS

Vient de paraître :

LE REVEIL

par Urbain GOHIER

Garder une Patrie,
Refaire un Peuple

Un fort volume de 350 pages 1 fr. 25 (francs 1 fr. 50)

Demandez à l'ŒUVRE :

Brochures à 0 fr. 10

LA TRIBU CHAUMIÉ
par Gustave TERY

LA TRIBU CHAUTEMPS
par R. de JOUVENEL

LE PARLEMENT CONTRE LA NATION
par G. TERY et R. JOUVENEL

Brochures à 0 fr. 15

LES MYSTÈRES DE L'ELYSEE
ou

LE PRÉSIDENT, SON FILS ET LANES
par G. TERY et R. de JOUVENEL (50^e mille)

COMMENT NOUS DÉBARRASSER DES JUIFS?
par Urbain GOHIER

Brochures à 0 fr. 25

TETES
par Urbain GOHIER

PETITES ORAISONS FUNÈBRES
par Urbain GOHIER

Collection complète de l'ŒUVRE, année 1909 : 20 fr.; année 1910 : 12 fr.
L'ŒUVRE envoie franco la collection complète pour 25 francs.

NOS BONS APOTRES

Comédie en trois actes de Gustave TERY avec une préface
de Jules LEMAÎTRE — 1 franc

A nos Amis.

L'abominable vote de la Chambre, refusant de limiter le nombre des débits de boisson, nous a paru valoir les honneurs d'une brochure spéciale, que nos lecteurs demanderont dans tous les kiosques, chez les libraires et dans les bibliothèques des gares. Elle est mise en vente au prix de dix centimes.

Cette brochure intitulée L'ASSOMMOIR NATIONAL est essentiellement une brochure de propagande.

Double propagande: 1^o Contre l'alcoolisme ; 2^o contre le parlementarisme.

En réalité, comme l'explique si bien Henri Rochefort, alcoolisme et parlementarisme, c'est tout un. Et puisque la Chambre elle-même veut bien nous en offrir une occasion si favorable, c'est le moment de les combattre ensemble, l'un portant l'autre, et c'est le devoir de tout Français de prendre part à cette lutte.

Comment? De la façon la plus simple : en faisant lire, en distribuant autour de lui un grand nombre d'exemplaires de l'ASSOMMOIR NATIONAL.

Nous n'avons pas besoin de dire que cette brochure n'est pas destinée à nos

lecteurs ordinaires. Ceux-ci, du reste, ne sont pas des « lecteurs ordinaires » ; ce sont des collaborateurs, des associés, toujours prêts à seconder nos efforts. Jamais nous n'avons fait appel en vain à leur patriotisme, et nous ne craignons pas d'en abuser, car ce n'est pas de nous qu'il s'agit, mais de la rénovation nationale, et nous n'avons pas plus à les remercier de leur concours qu'ils n'ont à nous remercier de notre initiative.

Nous mettons donc à leur disposition ce nouveau moyen de propagande : une brochure que nous avons tirée, pour commencer, à 200.000, et que nous cédonsons en gros au prix du papier (*deux centimes et demi* l'exemplaire).

Puisque le Parlement ne veut pas et ne peut pas, sans commettre un parricide, déclarer la guerre à l'alcoolisme dont il est issu, c'est à nous de nous substituer à lui. Voilà de la meilleure action directe, et les résultats d'une campagne, entreprise sur ce terrain, sous cette forme, peuvent avoir des résultats imprévus, qui passeront toutes nos espérances.

Tous nos abonnés recevront, à titre de spécimen, un exemplaire de l'**ASSOMMOIR NATIONAL** encarté dans le présent numéro.

Nous attendons leurs commandes.



L'Assommoir National

La rédaction de l'*Oeuvre* a eu l'idée ingénieuse et moralisatrice de rassembler en brochure les articles où plusieurs journalistes ont apprécié le vote infâme de la Chambre sur le maintien des débits de boissons empoisonnées. Cette réunion d'opinions diverses, qui tendent toutes au même but : la suppression de l'alcoolisme qui tue la France, porte ce titre suggestif : *L'Assommoir national*. En effet, à une majorité énorme, nos Quinze Mille ont nationalisé l'ivrognerie. Soyez saoul du matin au soir, vous serez sûr d'avoir non seulement l'estime, mais les faveurs du gouvernement.

C'est comm'ça qu'c'est le vrai moyen
De d'venir un bon citoyen,

dit Aristide Bruant dans son extraordinaire chanson *Belleville-Ménilmontant*.

L'Assommoir national a été tiré à deux cent mille exemplaires. Il aurait dû l'être à deux millions, tant on ne saurait trop prodiguer le remède au fléau qui dévore la classe ouvrière. Ordinairement, le Sénat et la Chambre des députés finissent toujours par s'entendre. Sur la question de l'alcool, aucun arrangement n'a été possible entre les mandataires du suffrage universel et ceux du suffrage restreint. Le Sénat avait décidé la limitation des comptoirs empoisonneurs. Savez-vous pourquoi ? Uniquement parce que les délégués sénatoriaux étant relativement peu nombreux, et peu habitués des cabarets, les candidats aux fauteuils du Luxembourg n'ont pas besoin des

masses populaires pour les conquérir. Les candidats législatifs, au contraire, se croient obligés de flatter les passions des foules, afin d'obtenir le profitable honneur de les représenter.

Si les caïmans étaient, comme nous l'avons souvent demandé, élus par le suffrage universel, ils auraient, avec autant d'acharnement que les députés, demandé le maintien ou même l'augmentation des assommoirs, sous prétexte de liberté du commerce. Et tous ceux qui, aux élections de janvier, ont passé du Palais-Bourbon au Luxembourg, auraient, s'ils étaient restés députés, voté pour la continuation de l'empoisonnement populaire. Il résulte donc clairement et indiscutablement de cette constatation, que, dans les deux Chambres la discussion sur l'alcoolisme s'est résumée en une simple affaire électorale.

Ainsi, de leur propre aveu, les candidats à un siège législatif aiment mieux voir périr la race française, comme a péri celle des Peaux-Rouges d'Amérique, c'est-à-dire par l'alcoolisme, que de risquer une non-réélection. *France, d'abord!* a écrit Henri de Bornier. Députés, d'abord! disent les Quinze Mille. Le pays après, s'il en reste; et, malheureusement, tout donne à penser qu'il n'en restera pas. Et par-dessus le marché, ces autres de la saoulographie, où se traînent les élections, constituent un terrible argument dont les monarchistes auraient le droit de se servir contre le suffrage universel. Celui-ci fait des alcooliques, tandis que, comme le prouve le vote du Sénat, le suffrage restreint n'en fait pas. Dé là à refondre complètement la loi électorale, il n'y a que la distance d'un raisonnement à peu près irréfutable.

HENRI ROCHEFORT.



ESTHER

ou

le truc de Mardochée

C'est fort à propos que l'Odéon, second théâtre officiel de la République, nous fait assister au triomphe d'*Esther, princesse d'Israël*.

C'est fort à propos que, devant les spectateurs français effarés, les Juifs applaudissent furieusement aux prophéties de Mardochée, annonçant la victoire définitive d'Israël, d'Israël impérissable, sur les goym éphémères.

A la réunion d'Asnières, l'impudent Juif Sémenoff et l'immonde Juif Taft, délégués par l'Alliance israélite et par le consistoire, clamaient : « *Les Français qui nous résistent, nous les ferons sortir de France!* »

A l'Odéon, quand Esther exige d'Assuérus la mort d'Aman, le supplice des dix enfants d'Aman, trois jours de massacre général, et l'égorgement de soixante-quinze mille citoyens de l'empire, un enthousiasme frénétique s'empare des Juifs qui garnissent la salle.

J'étais déjà sorti du Théâtre, que les hurlements des Hébreux arrivaient encore à mes oreilles, et je me demandais si l'on ne tuait pas réellement les Français à l'intérieur.

Pour connaître l'âme juive, il ne faut pas lire la « littérature » dont les Juifs inondent nos

journaux ; il faut lire la Bible, les livres sacrés dont la jeunesse juive est imprégnée.

L'histoire des Juifs est une série d'atrocités sans nom. Du *Deutéronome* au *Livre d'Esther*, il n'est question que d'exterminer tout ce qui n'est pas juif. « *Tuez ! pillez ! brûlez !* » rugissent les prophètes, les rois, les juges. « *J'arracherai la chevelure du crâne de mes ennemis !* » annonce Moïse.

Et la luxure, la prostitution complètent l'œuvre de carnage.

Nous, les Français, nous avons pour héroïne nationale Jeanne d'Arc, la vierge.

Eux, les Juifs, ils ont pour héroïnes Jahel, Judith, Esther, catins sanglantes.

Notre héros, c'est Bayard, sans peur et sans reproche.

Leur héros, c'est Mardochée, le vieux marlou.

Mardochée n'est pas mort. « Il s'occupe !... Et comment ! »

—

Pour mettre la main sur tous les rouages du gouvernement, pour assurer leur insolente domination sur la France aveugle, les Juifs emploient diverses méthodes :

— La corruption brutale, l'achat des journaux et des journalistes contre espèces sonnantes, les subventions directes aux Q. M. de tout acabit, l'accaparement de la librairie et du théâtre.

— L'intimidation, le boycottage, l'assassinat hypocrite et le meurtre franc, selon les adversaires et les occasions.

— La pêche aux ministres et aux politiciens ambitieux, avec une dot à l'hameçon.

Le cas Gruppi est caractéristique. M. Gruppi

était réactionnaire, catholique militant, secrétaire des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul, magistrat déchaîné contre les idées « subversives ». Entré dans la politique, il fut l'auteur de la loi de dessaisissement, qui devait assurer la victoire des anti-dreyfusards. Mais les dreyfusards l'ayant emporté, M. Gruppi se hâta d'épouser une demoiselle Crémieux, appartenant à l'une des tribus juives les plus funestes de la République. Depuis qu'il est Gruppi-Crémieux, il fait partie de tous les ministères.

Quelles destinées n'attendent pas le Q. M. Goujon, qui a osé, en France, devenir le gendre de Reinach ?

Cet exemple est suivi par tous les arrivistes du Parlement; les célibataires s'inscrivent sur le *Journal des Q. M. à marier* que la questure envoie aux synagogues; ceux qui étaient déjà mariés avec les Françaises se hâtent de divorcer pour épouser des Juives : comme M. Baudin, ancien ministre, devenu M. Ochs-Baudin dans l'espoir de rattraper un portefeuille.

Pourquoi M. Renoult, jeune inconnu, est-il bombardé ministre ? Parce qu'il a épousé une Juive, Mlle Wormser.

Pourquoi M. Besnard, jeune inconnu, est-il bombardé sous-secrétaire d'Etat ? Parce qu'il a épousé une Juive d'Alexandrie, Mlle Brisach, dont le frère est préfet d'Indre-et-Loire.

Je note, en passant, que les Brisach écrivent maintenant leur nom *Brisac*, et s'essayent à l'écrire *Brissac*; de sorte que, sous peu, ils feront partie de la vieille noblesse française : une branche des Cossé-Brissac, restée en Egypte depuis les Croisades...

A ces constatations, deux réponses :

- C'est de la vie privée.
- C'est la fusion des Juifs avec les Français.
- Voyons.

Il n'y a pas de vie privée pour les hommes publics.

L'Histoire s'occupe abondamment, et à bon droit, de savoir quelles furent les femmes et les maîtresses des gouvernants dans tous les temps : parce qu'il faut chercher dans le ménage de ces individus l'origine des tribulations des peuples.

Il a été de grande conséquence pour Louis XVI, pour Marie-Antoinette, pour la France, pour l'Europe, que le Dauphin eût épousé une archiduchesse d'Autriche.

Cent autres exemples vous viennent à la mémoire sans que j'y insiste. Alors ? Est-ce que les hommes, les femmes et les causes des événements ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'auparavant ?

Quand on veut expliquer comment l'Egypte, qui était moralement une colonie française, peut-être la plus précieuse, est devenue réellement une colonie anglaise, il faut bien dire que M. Ribot s'est marié à une Anglaise.

Quand la Comédie-française fournit des sujets au harem de nos maîtres, nous avons le droit d'en parler, parce que nous payons la subvention de cet étrange établissement.

Quand M. Clemenceau rémunère avec des ambassades les complaisances de certains maris, nous avons le droit d'en parler, parce que nous payons le traitement de ces étranges ambassadeurs, et les fautes de leur étrange diplomatie.

Quand les historiens voudront faire com-

prendre la conquête de la France par une poignée d'Hébreux, ils devront fournir la liste des ministres, sénateurs, députés, magistrats, généraux, fonctionnaires français qui auront épousé des Juives.

Une Juive dans un ministère, c'est tout le cabinet du ministre peuplé de Juifs, des Juifs placés en foule dans les postes administratifs et financiers ; les Bureaux, l'Université, les Cours et tribunaux recevant un nouveau contingent de Juifs ; les théâtres subventionnés et même les autres — (à cause des décorations : encore le cas Cruppi-Crémioux) — fermés aux écrivains français, réservés aux trafiquants juifs.

Cinq ou six Juives dans autant de ministères, c'est *le gouvernement tout entier au pouvoir d'Israël*.

Le monde officiel est presque tout juif. Aux réceptions de l'Elysée ou des Présidences, on ne voit que Juifs et que Juives, comme à la Bourse.

Et vous trouveriez que cela n'a pas d'intérêt pour le public ? Ou du moins pour les derniers Français qui tâchent de voir clair ?

Trente-huit millions de Français travaillent, et ils sont les serfs, les esclaves, les valets de cent mille Hébreux. La moitié du gouvernement, la moitié des préfectures, une fraction énorme des magistratures importantes, appartiennent à ces étrangers. Cela ne vous expliquerait pas pourquoi les Français ne peuvent plus obtenir *ni respect ni justice* dans leur propre pays ?

Dans la situation présente de la France en face d'Israël, le politicien français qui se vend aux Juifs en échange d'une dot joue le même rôle que le chef arabe, annamite, hova, qui se

fait l'auxiliaire des conquérants européens contre ses frères.

— Mais ne doit-on pas souhaiter la fusion des Juifs avec les Français, comme la meilleure solution de la question juive ?

— D'abord, ils sont trop, depuis que l'Alliance israélite a fait venir des ghettos polonais, russes, allemands et roumains les hordes qui terrorisent deux arrondissements de Paris.

Ensuite, il n'est pas admissible que la fusion s'opère à cet étage de la hiérarchie sociale et que, derrière les jupons de leurs filles, de leurs sœurs, nièces, cousines, les Juifs s'installent d'emblée dans toutes les positions dominantes.

Les Français n'ont donc pas un liard de dignité, d'amour-propre, ils se méprisent donc bien eux-mêmes, qu'ils acceptent de rester dans la crotte et d'être les serviteurs, les ouvriers, les garçons de bureau, les expéditionnaires, dans le gouvernement qu'ils abandonnent sans résistance aux intrus, aux étrangers, à l'ennemi ?

Les Juifs ont raison de prendre tout ce que notre peuple leur laisse prendre. Mais les Français !

Notez bien que les Juifs sont parés à tout événement.

Pendant l'affaire Dreyfus, il y avait autant de Juifs du côté de l'Etat-major que du côté des révisionnistes.

De même, il y a proportionnellement autant de Juives installées dans les familles réactionnaires que dans les familles républicaines, dans les salons royalistes ou bonapartistes que dans les salons officiels (V. *La Terreur Juive*, p. 8-15).

Un changement d'étiquette au régime ne changerait rien à la réalité.

Or, c'est la réalité qu'il faut changer.

Sur le point que je touche aujourd'hui, ma conclusion sera : *Dans le règlement des comptes et dans l'application des mesures de salut public, les politiciens mariés en Israël seront traités comme Israël.*

URBAIN GOHIER.

Les Scandales de l'Aviation militaire

Le ministre de la Guerre va demander incessamment aux Chambres un crédit de 23 millions pour l'aviation militaire. Les parlementaires finiront par s'exécuter. Mieux vaut tard que jamais ! Puisqu'il s'agit de défense nationale, nous applaudirons ce geste même tardif des Q. M. Mais nous n'applaudirons pas sans inquiétudes, car le régime « abject » nous ayant habitué à d'innombrables gabegie sous prétexte de Défense Nationale, nous avons le droit d'être méfiants.

L'Œuvre pose à M. Millerand trois questions :

1^o Cette somme considérable de 23 millions permettra-t-elle à l'Administration militaire de Vincennes Maison-Blanche et de Chalais-Meudon de continuer ses errements ?

2^o Sera-t-elle pour la juiverie internatio-

nale, qui a monopolisé l'aviation française, et immobilisé cette industrie, la manne tant attendue qui lui servira à construire en séries, encore et toujours les mêmes aéroplanes défectueux, qu'elle vend à prix fort à l'armée française et à prix réduit aux armées étrangères?

3^e Ou bien, employée judicieusement, donnerait-elle à l'industrie aéronautique les moyens de réaliser le seul progrès intéressant aujourd'hui pour l'aviation civile et l'aviation militaire : la sécurité?

En un mot, le Ministre de la Guerre consacrera-t-il au moins une partie de ces 23 millions à récompenser les efforts de ceux qui ont cherché et trouvé l'aéroplane plus stable, de ceux qui peuvent donner à nos admirables officiers des appareils où leur vie ne soit pas constamment en danger?

Le gaspillage.

Lorsque le public apprendra comment ont été employés les millions consacrés depuis 1908 au budget de l'aviation militaire, il ne trouvera pas étrange que, depuis bientôt huit mois, nos plus braves officiers pilotes en soient réduits les uns à se tourner les pouces parce qu'ils n'ont pas d'appareils, les autres à quémander en vain les accessoires les plus indispensables (hélices, tendeurs, roues, etc.) à leurs aéroplanes fatigués, disloqués, qui ne tiennent plus. La caisse est vide, il n'y a plus de matériel.

Cette situation lamentable est due en partie à l'incapacité, à l'imprévoyance, au gaspillage de l'administration militaire de Vincennes Maison-Blanche et de Chalais-Meudon.

Pendant que nos officiers aviateurs risquaient

leur vie, l'administration dilapidait... Et comment!

Là où n'y a pas de chef, tout va mal. Notre pauvre aviation militaire, tour à tour dirigée par l'Artillerie et par le Génie, sans unité de commandement, proie pantelante disputée par ces deux armes rivales, en a fait la triste expérience.

Il ne nous appartient pas de départager l'Artillerie et le Génie quant aux responsabilités. Ce que nous avons constaté, c'est l'effroyable gabegie qui a régné depuis 1908 à Vincennes et à Chalais-Meudon.

Les fantaisies du capitaine Lucas-Gérardville.

Un homme dont la présence à Vincennes a été particulièrement néfaste à l'aviation militaire est sans contredit le capitaine Lucas-Gérardville. On peut affirmer que le capitaine Lucas-Gérardville a coûté à l'armée Française deux millions, c'est-à-dire l'équivalent d'une centaine d'aéroplanes équipés en guerre, et cela sans aucun profit pour l'aviation militaire.

Sous le fallacieux prétexte d'expériences qui n'ont du reste jamais abouti, et qui ne pouvaient pas aboutir, le capitaine Lucas-Gérardville, profitant des sommes considérables dont il avait la disposition, a construit depuis 1908 de nombreux appareils d'aviation tous plus fantastiques les uns que les autres. Tel ressemblait à une girafe, tel autre à une baignoire.

L'année dernière encore, le capitaine Lucas-Gérardville, poursuivant toujours la réalisation d'idées strictement personnelles, poussa même la fantaisie jusqu'à faire monter sur un aéroplane de sa construction, muni d'un gyroscope, deux moteurs Gnome de 50 HP qu'il remplaça

ensuite par un moteur Clerget de 200 HP spécialement établi pour lui. Bien entendu, et fort heureusement, les aéroplanes extravagants de Lucas-Gérardville n'ont jamais quitté le sol ; ils se sont effondrés comme des châteaux de cartes au bout du champ d'aviation de Vincennes ; c'était leur destinée. Leurs débris sont entassés pêle-mêle dans des hangars à Vincennes. Ces hangars sont le tombeau d'un nombre considérable de moteurs de toutes marques inutilisés et à jamais inutilisables. Si encore ces expériences dispendieuses avaient produit un tout petit résultat ! Mais non, rien. Le seul résultat des expériences militaires du capitaine Lucas-Gérardville, c'est une perte sèche de deux millions.

Les émules du capitaine Lucas-Gérardville, tant à Vincennes qu'à Chalais-Meudon, ne semblent pas avoir été plus heureux. Le seul appareil de construction militaire qui ait peut-être abouti est le biplan du capitaine Doran ; c'est un biplan de type courant, venu bien après celui des Wright, des Voisin, des Farman.

Veut-on savoir comment il est jugé dans les milieux compétents ?

J'ai sous les yeux un journal d'aviation qui jouit d'une certaine autorité ; la première page de ce journal comporte deux photographies représentant chacune un biplan ; au-dessous des photographies, cette légende :

En haut le Biplan X (Industrie privée, moteur Renault 60 HP) qui vole merveilleusement avec trois personnes.

En bas le biplan du Capitaine Doran (construction militaire, moteur Renault 60 HP) qui vole difficilement avec son seul pilote.

Une question que ne pose pas le journal : « Combien a coûté à l'armée le biplan du capitaine Doran ? »

Les Camions automobiles de l'Aviation militaire.

Un de nos plus braves officiers aviateurs qui n'aime pas les « administratifs » de Vincennes et de Chalais-Meudon, se plait à raconter sous le manteau l'anecdote suivante :

Un beau jour, à Vincennes, on décida de construire des camions-automobiles, destinés au transport des aéroplanes militaires. La construction achevée, on essaya sur route les dits camions ; tout alla bien jusqu'au moment où le convoi rencontra un pont de chemin de fer. Halte-là ! Les camions étaient trop hauts. On les modifia, mais, comme le temps manquait pour les expédier par la route, on décida de les charger sur des wagons. Hélas ! la Compagnie les refusa ; ils n'auraient pu franchir les tunnels. Peut-on nous dire combien ces modifications successives ont coûté à l'Armée ?

L'Aviation Française monopolisée par les grands Juifs.

Les visiteurs de la dernière exposition aéronautique au Grand Palais ont pu se rendre compte que l'aéroplane n'avait, pour ainsi dire, réalisé aucun progrès sérieux depuis cette date mémorable de la traversée de la Manche par Blériot en Juillet 1909.

Il y a bien eu des améliorations de détail : la construction est plus soignée, les bois sont mieux vernis, il y a des pièces nickelées qui autrefois ne l'étaient pas, et c'est tout. Nos constructeurs ont surtout travaillé en vue des expositions, *ad pomparam et ostentationem*.

L'industrie des moteurs seule s'est perfectionnée ; on a dit du moteur qu'il est le cœur de

l'aéroplane. Ce cœur qui, en 1909, battait faiblement et pendant vingt minutes à peine, peut battre aujourd'hui fortement et pendant douze heures consécutives. C'est lui qui a permis les grandes performances de 1910 et 1911, le Circuit de l'Est, Paris Rome, Paris-Madrid, etc... et c'est lui seul.

Et pourtant, nos constructeurs d'aéroplanes n'avaient-ils pas depuis 1909 un magnifique problème à résoudre, celui de la sécurité ? Depuis 1909, l'aéroplane a fait d'innombrables victimes; c'est un instrument tellement dangereux qu'il n'y a plus aujourd'hui à s'en servir que les officiers aviateurs qui risquent leur vie par devoir, et quelques pilotes civils qui risquent la leur pour de l'argent.

Pourquoi l'industrie aéronautique qui, au début, suscita tant d'enthousiasme, qui donna lieu à tant d'espoirs, reste-t-elle volontairement, nous disons volontairement, stationnaire ?

Pourquoi ?

Parce que l'aviation a été monopolisée à ses débuts par les grands Juifs, qui en ont tiré honneurs et profits et qui se moquent que l'aéroplane soit un instrument meurtrier, parce qu'ils n'y risquent jamais leur peau.



Quand les Wright, les Blériot, les Voisin présentèrent au monde étonné les premiers aéroplanes dignes de ce nom, tout de suite parurent les grands Juifs, les Lazare Weiler, les Deutsch de la Meurthe, etc.

Ils dirent aux premiers aviateurs : « Vous avez travaillé, vous avez fait une admirable découverte, nous allons vous en récompenser en mettant dans votre industrie beaucoup,

beaucoup d'argent. » Les rôles furent ainsi partagés : les aviateurs eurent le danger, le travail, quelques honneurs et quelques petits profits. Les grands Juifs, eux, eurent d'abord beaucoup d'honneurs : les croix leur furent distribuées sans compter. Lazare Weiler vient de recevoir ces jours-ci celle de commandeur.

Mais les honneurs ne suffisent pas aux grands Juifs, il faut que l'argent rapporte, et c'est cet argent Juif qui immobilise aujourd'hui l'industrie aéronautique.

Je m'explique :

Qu'est-ce qui coûte dans une industrie ?
Les études, les expériences, la mise au point.
Qu'est-ce qui rapporte dans une industrie ?
La fabrication en séries.

Le capital Juif, commanditaire de nos grands constructeurs, sert à fabriquer depuis 1909 les mêmes aéroplanes défectueux, les aéroplanes qui tuent. On les fabrique en séries comme des petits pains.

Allez donc parler d'améliorations à nos grands Juifs, propriétaires de presque toutes nos firmes d'aviation !

Des améliorations ? Pourquoi faire ? Ce serait interrompre la fabrication en séries, se lancer dans de nouveaux frais d'expériences, payer à un tiers inventeur des licences coûteuses.

Il y a bien nos officiers qui se tuent, mais qu'importe à nos grands Juifs ? Chaque accident ne comporte-t-il pas le bris complet de l'appareil ? C'est un appareil nouveau que l'on vendra à l'Armée, et qu'on lui vendra très cher, — puisque l'Armée française, sous prétexte d'encouragement à l'industrie, paie très cher. On ne sait pas encore — ou on ne sait pas assez — qu'elle achète 30.000 fr. des aéroplanes en tous points semblables à ceux qui sont livrés à des

armées étrangères pour 20.000 par les mêmes constructeurs.

Cette sollicitude de l'Armée Française s'étend même à des firmes nettement étrangères :

Le Juif Viennois De Pischoff n'a-t il pas obtenu la commande de plusieurs appareils à 40.900 francs pièce, appareils qui à Vienne sont vendus 25.000 ?

Pour obtenir des commandes du ministère de la Guerre en France, il n'est pas nécessaire d'être Français, mais il est absolument nécessaire d'être Juif, ou commandité par des Juifs.

Sous l'impulsion des grands Juifs, nos champs d'aviation sont devenus des centres d'espionnage. Nos officiers français apprennent à voler en compagnie d'officiers italiens, allemands, serbes, autrichiens. Les mécaniciens attachés à nos grandes écoles sont presque tous étrangers ; ils consentent à travailler pour rien... pour s'instruire ; en réalité, ils cherchent à prendre les secrets de la défense nationale.

Vivant en contact journalier avec les soldats mécaniciens de nos officiers aviateurs, souvent même au service de nos officiers aviateurs eux-mêmes, ils peuvent ainsi remplir plus facilement leur rôle, celui d'espion.

Quand donc le ministère de la Guerre, se dégageant de l'étreinte des grands Juifs, créerait-il des écoles militaires strictement réservées aux officiers français, pour qui le contact d'officiers étrangers en France est une véritable injure ? Quand donc se décidera-t-il à reconduire à la frontière ces mécaniciens étrangers, tourbe d'espions qui constitue pour la défense nationale un danger permanent ?

Les Juifs qui ont monopolisé l'aviation Française, non seulement ne veulent pas d'améliorations, mais encore par tous les moyens en leur pouvoir ils essaient de ruiner les quelques constructeurs français qui se sont délibérément lancés dans la voie du progrès, qui est celle de la stabilité automatique.

Il existe, en effet, quelques Français, qui, soucieux des intérêts réels de l'aviation, cherchent à créer des aéroplanes plus stables, moins dangereux. Naturellement, ils ne rencontrent pas auprès des autorités militaires l'accueil auquel ils auraient droit.

L'aéroplane automatiquement stable n'est pas une utopie. De grands savants comme Eiffel, des techniciens compétents comme Marchis, professeur d'aviation à la Faculté des Sciences, déclarent que l'aéroplane automatiquement stable est tout à fait réalisable.

Les Wright se consacrent à Dayton à la recherche de la stabilité automatique. En France, Doutre a réalisé la stabilité longitudinale automatique. Sotinel, Guérin, Corneloup peuvent revendiquer la stabilité transversale automatique. Les résultats obtenus ne sont pas niables.

Si la Société Doutre possède de gros capitaux qui lui permettent de s'imposer, Sotinel, Guérin et Corneloup, les inventeurs de la stabilité transversale automatique, en sont réduits à abandonner la lutte après avoir dépensé depuis deux ans des sommes considérables pour mettre au point leur appareil.

Alors que l'aviation militaire gaspillaient les crédits pour des expériences ridicules, quels encouragements ces trois Français ont-ils reçu de l'autorité militaire ?

En dehors de Sotinel, Guérin et Corneloup, il

y a d'autres inventeurs qui, s'ils n'ont pas obtenu des résultats aussi probants, n'en ont pas moins travaillé avec conscience au progrès de l'aviation.

Nous demandons à M. Millerand, si les inventeurs Français, qui font œuvre sérieuse peuvent compter désormais sur les encouragements du ministère de la Guerre. Autrement, nous dirions à tous les chercheurs : « Inutile de dépenser votre argent, votre temps et votre talent à perfectionner l'aéroplane, à sauvegarder la vie de nos officiers ; détruisez vos appareils, car, puisque les grands Juifs cosmopolites, qui ont monopolisé l'aviation, et fait de cette industrie essentiellement française une industrie internationale, ne veulent pas de perfectionnements et s'emploient de tout leur pouvoir à vous décourager, abandonnez l'aviation à son triste sort. »

On sait que les Wright revendiquent le gauchissement comme leur propriété ; on vient de découvrir que les Wright ne sont pas les inventeurs du gauchissement, qu'un Français, Mouillard l'avait découvert bien avant eux. Or, Mouillard est mort au Caire dans la plus noire misère, et son corps repose dans la fosse commune. Aujourd'hui, sous les auspices de la Ligue nationale aérienne, on élève un monument à Mouillard. C'est bien gentil ; mais il est bien temps !

Quand les Wright venant d'Amérique apporteront le gauchissement automatique qu'ils cherchent, on découvrira peut-être que les vrais inventeurs du gauchissement automatique sont les trois Français Sotinel, Guérin et Corneloup. Il sera à ce moment là trop tard pour en revendiquer l'honneur. L'invention, dédaignée par le ministère de la Guerre, est déjà imitée à l'étranger, et les trois inventeurs

assistent, impuissants, à cette contrefaçon : sachant leur situation précaire, on les pille...

Ah ! pourquoi ne s'appellent-ils pas Bloch, Kahn et Lévy ?

(A suivre.)

UN FRANÇAIS



Mon Carnet

PAR

Urbain GOHIER

L'Entente cordiale ?

La discussion du traité relatif au Maroc et au Congo a été au Sénat ce qu'elle avait été à la Chambre : un vain bavardage.

M. Poincaré a fait voter, comme président du Conseil, l'arrangement qu'il avait à peine critiqué comme rapporteur.

Quelle portée peuvent avoir les critiques et les récriminations, quand le fait est accompli, quand tout le monde est résolu à le ratifier ?

L'humiliation est consommée ; le démembrement est accepté. Alors ?

Alors, l'effet se produit tout de suite.

Lord Haldane, ministre de la guerre britannique, lord Beresford, l'amiral le plus populaire en Angleterre, sir Ernest Cassel, un des plus puissants financiers de Londres, sont allés à Berlin pour préparer, sinon pour conclure une entente de l'Angleterre avec l'Allemagne.

Les Anglais sont des gens d'affaires. Ils ne nous aiment pas plus aujourd'hui qu'au temps de Napoléon, de Louis XVI ou de Louis XIV. Ils veulent bien s'allier avec nous s'ils y voient

leur avantage. Ils s'allieront avec nos ennemis s'ils y trouvent plus d'avantages ou plus de sûreté.

De quel prix leur semble le concours d'une nation et d'un gouvernement qui essuient tous les affronts ? Après Fashoda, Tanger, Agadir, Cagliari !

Les Anglais haussent les épaules — et vont à Berlin.

La Revanche de Lissa.

Le 20 juillet 1866, la flotte italienne, commandée par l'amiral Persano, fut attaquée par l'escadre autrichienne de l'amiral Tégéthof.

Les Italiens, alliés de la Prusse, avaient reçu sur terre une belle ráclée à Castozza. Ils voulaient absolument se couvrir de gloire quelque part avant la conclusion imminente de la paix, et ils étaient venus bombarder de vieux forts dans une petite île de l'Adriatique. Ils avaient une flotte superbe, toute cuirassée selon la mode la plus nouvelle. L'Autrichien n'avait que de vieux vaisseaux en bois : il fondit bravement sur Persano, lui coula trois bâtiments et le mit en fuite.

La saisie du *Carthage*, du *Manouba*, du *Tavignano*, paraît aux Italiens une revanche de leur déconfiture à Lissa. Enfin la marine italienne s'est montrée ! Trois navires de commerce ont fait l'affaire, et sans risque. Pour donner à ces exploits un tour héroïque, ce n'est pas à blanc, mais à boulets, que les bateaux de guerre italiens ont tiré sur le *Tavignano*.

La marine de la République, pendant ce temps-là, faisait des ronds sur la rade de Tou-

lon. L'amiral Boué de Lapeyrère, avec les cuirassés *Danton* et *Vérité*, saluait le roi d'Angleterre à Malte.

Jamais on ne saisirait un bateau de commerce anglais dans le voisinage d'un bateau de guerre de sa nation. Le *Danton* (de l'audace ! toujours de l'audace !) et la *Vérité* restaient bien sages, pendant que les Italiens capturent nos paquebots et canonnaient le *Tavignano*. Il y a mille fois plus de honte à donner un tel spectacle de lâcheté qu'à perdre une bataille de Trafalgar.

Si les Français ne le sentent pas, ils sont bien finis.

Et Legrand ?

Il ne faudrait tout de même laisser tomber dans l'oubli le cas de M. Legrand.

L'ambassadeur de France à Rome étant (selon l'usage) en bordée à Paris, ce fut un M. Legrand qui donna l'ordre au capitaine du *Manouba* de livrer vingt-neuf passagers turcs aux pirates italiens.

C'est un incident qui déshonneure le pavillon français devant le monde.

Quand il s'est produit, tous les Français ont formulé le dilemme. « Ou le commandant du *Manouba* est un lâche, ou le diplomate qui lui a donné l'ordre est un drôle. » Le commandant s'est justifié ; le diplomate est coupable.

On attend la sanction.

Si c'est à de pareils individus que le Ministère des Affaires étrangères confie la garde de l'honneur et des intérêts français, nous devons nous attendre à subir d'autres outrages.

En quelque pays qu'on essaye de cacher

l'homme qui nous a humiliés pour gagner quelque décoration ou quelque pot-de-vin des Italiens, nous le retrouverons.

Les Q.-M. contre la jeunesse française.

Un vague Q.-M. nommé Louis Perrier, a propos des incidents du cours Nicolas, a proféré en pleine séance de la Chambre des insultes contre les étudiants français :

Les étudiants étrangers, a-t-il dit, sont intelligents... C'est vraiment parfois *l'élément supérieur* de nos Facultés.

Le Q.-M. Perrier faisait allusion à la vermine rastaquouère qui brailla, dans les salles de l'Ecole de Médecine : « *Les Français sont des lâches !* »

Depuis qu'on a vu, au Parlement républicain, les Clemenceau et les Freycinet de Cornelius Herz vivre grassement à la solde de l'Angleterre, et les Jaurès encaisser publiquement les subsides de l'Allemagne, il n'y a pas de Q.-M. besogneux qui ne rêve de se faire aussi des rentes par la trahison.

De nombreux étudiants français ont envoyé au Q.-M. Perrier une lettre ainsi conçue :

Monsieur,

Dans votre discours du 9 février à la Chambre, au sujet des incidents du cours de M. Nicolas, vous laissez supposer que, vis-à-vis des étudiants étrangers, les étudiants en médecine français sont inférieurs et comme intelligence, et comme aptitude au travail.

Si vous avez dit cela, Monsieur, c'est une injure que vous avez faite aux étudiants en médecine français.

Sans parler des conditions privilégiées dans lesquelles

ils nous font concurrence, nous souffrons tous de la promiscuité des étudiants étrangers.

Ces étudiants-là sont souvent le rebut des Universités des Etats étrangers, et la honte de l'Université de Paris. Ils en sont la honte par leur inhumanité envers les malades, par leur mauvaise camaraderie, par leur ignorance de la langue française (ce qui abaisse le niveau intellectuel dans les examens) et souvent par leur mépris affiché de la France, même encore par leurs mœurs peu conformes à notre morale française.

Si vous méprisez les étudiants français, vous député français, ils vous renvoient tous ce même mépris, avec usure.

Cela ne suffit pas.

Il faut faire un exemple. Il faut que le Q.-M. Perrier, « orateur des rastaquouères au Parlement français », insulteur de la jeunesse française, soit traqué dans sa circonscription et chassé de la vie politique.

Si la jeunesse française n'exécute pas les agents de l'étranger, elle se prépare des jours de dégradante servitude.

L'espionnage chez nous — et chez les autres.

A propos de l'aventure du capitaine Lux, une revue publie de nombreuses consultations sur l'espionnage.

Les pacifistes les plus importants, les plus couronnés, les plus primés, flétrissent l'espionnage de toutes leurs forces ; ils déclarent que la France doit y renoncer sur-le-champ, pour donner le bon exemple aux autres.

Oui, si les autres doivent suivre l'exemple loyalement.

Mais il ne faut pas perdre de vue que les Allemands comptent plus de cent mille compatriotes

dans Paris seulement ; que le rôle naturel de ces hôtes, soldats ou officiers de réserve dans l'armée du kaiser, est de renseigner le grand état-major allemand ; que nos journaux, nos administrations publiques, les archives de nos ministères, le Palais-Bourbon, les grands commandements militaires, tous les bureaux de la rue Royale et de la rue Saint-Dominique, sont infestés de Juifs, à peine naturalisés, à peine déguisés par les noms français que le Conseil d'Etat les autorise à voler.

Nous sommes trahis et livrés d'avance. Toutes les inventions, toutes les dispositions secrètes, tous les plans d'attaque ou de défense, sont connus à Berlin aussitôt qu'adoptés à Paris.

La partie n'est vraiment pas égale !

La presse du Régime.

Après M. Victor Flachon, directeur de la *Lanterne* (successeur de Mayer, condamné pour escroqueries, et de Briand, condamné pour outrage aux mœurs) — voici M. Peissy, *dit Colline*, directeur de l'*Information parisienne*.

La XI^e Chambre correctionnelle (9.2.12) le condamne à dix-huit mois de prison sans sursis, 500 francs d'amende, 6.000 francs de restitutions, pour avoir dévalisé le mari d'une proxénète en spéculant sur ses hautes relations politiques. « Il tutoyait les ministres ; il tutoyait tout le Parlement ; la questure lui donnait depuis vingt ans ses grandes entrées au Palais-Bourbon. »

Les mêmes questeurs qui tutoyaient Colline et qui lui ouvraient tout grand le Palais-Bour-

bon refusaient l'autre jour une carte à Gustave Téry.

C'est logique. Chez les Q.-M., on ne souffre volontiers que les escrocs et les maîtres chanteurs du journalisme, parce qu'ils sont les intermédiaires naturels entre la représentation nationale et la finance véreuse, entre les sénateurs et les marchandes de petites filles, entre les députés et les clients qui cherchent une croix, des palmes, une grâce, un passe-droit.

Je suis journaliste depuis trente ans ; j'ai passé treize années au Palais-Bourbon ; je n'y ai jamais tutoyé personne ; je me suis contenté d'entendre et d'ouvrir les yeux ; j'y ai toujours vu que les rastas, les faiseurs, les filous, y ont le verbe haut, y disposent de tout, y obtiennent tout ce que leur commerce exige ; et que les honnêtes gens y sont à peine tolérés. Je le répète : c'est logique.

A Parlement pourri, presse pourrie. L'affaire Colline n'est pas la dernière.

La Maison de Corneille.

La maison de Shakespeare est une relique sacrée en Angleterre, un musée national et un but de pèlerinage.

La maison de Pierre Corneille, à Rouen, disparaîtra bientôt si le public ne la sauve. Le poète de l'héroïsme n'est pas à la mode, dans un pays où l'on endure toutes les humiliations. La France enjivie fait peu de cas du *Cid*, d'*Horace* et de *Polyeucte*. Le Juif Weyll, *dit Gay Launay, dit Nozière*, écrivait dans un grand journal qu'il bâille en écoutant Rodrigue et Chimène ; c'est le ton naturel de la critique sous le règne des

Grumbach, des Reinach, des Schrameck et des Merzbach.

Un comité local, ayant ouvert une souscription pour acheter la maison de Corneille, n'a recueilli que des sommes insignifiantes.

— Eh bien, la Comédie-Française et l'Odéon, théâtres subventionnés, qui jouent les tragédies de Corneille sans payer de droits d'auteur à personne, ont le devoir non seulement de souscrire, mais de prendre à leur charge toute l'opération.

Lorsque le camarade Jaurès (*On n'est pas des ascètes*) eut dévoré les huit cent mille francs que les Rothschild, les Dreyfus et quelques autres Juifs avaient mis à sa disposition pour fonder l'*Humanité*, la Comédie-Française donna au Trocadéro une représentation de gala et remplit la caisse de l'agent allemand.

Il faut la contraindre à donner autant de représentations que besoin sera pour sauver la maison de Corneille.

Les Malheurs de Jules Claretie.

C'est une vraie guigne.

Le respectable Académicien qui administre la Maison, déjà si éprouvée par l'audacieuse usurpation de Mlle Gaby Deslys et par la disparition du baldaquin de Mlle Cécile Sorel, s'était frappé le front.

Il avait une idée, une de ces idées qui rachètent bien des défaillances : engager Mlle Wanda de Boncza. Sous le ministère Poincaré, c'était un coup de maître.

Pataugas ! Il y a des années que Mlle Wanda de Boncza n'est plus. Le pauvre vieux Claretie ne s'en était pas aperçu.

Tristement, il a repris l'*Alkestis* (pourquoi pas *Alceste*?) qu'avait créée Wanda de Boncza. Il espère qu'on lui saura gré, en « haut lieu », de cette pensée pieuse.

Et il attend que le petit empereur de Chine Agé de cinq ans, fuyant les révoltes, vienne se faire... initier à Paris. Toutes les mesures sont prises.

URBAIN GOHIER.

COQUILLES. — On a imprimé, dans mon dernier *Carnet*, que des Marocains « s'étaient embarqués de Tanger par Gibraltar ». J'avais écrit : « pour Gibraltar ».

On a imprimé aussi que des paquebots allaient « de Marseille à Tunis en naviguant dans les eaux territoriales françaises ». J'avais écrit : « Allant de Marseille à Tunis ou naviguant (comme le *Tavignano*), dans les eaux territoriales.. »

U. G.

Au Cinéma



Veau d'or et Vaches maigres.

Tout le talent et l'esprit d'Abel Hermant n'ont pas réussi à sauver la sinistre *Rue de la Paix*, cette chienlit dramatique.

M. Porel annonce qu'il va la remplacer sur l'affiche par un *Bel Ami*, à la façon du Juif Weill. (Il y avait longtemps !) La curée juive mettra-t-elle en pièces toutes les œuvres françaises ?

Bel Ami, ou l'*Apothéose du maquereau à la maître Porel*, cette farce est bien à sa place sur ces tréteaux.

Mais comment ne féliciterions-nous pas nos

Galanterie.

Dans *Les Girondins* à la Gaîté :

A la fin du deuxième acte, Varlet dépeint sa flamme à Laurence, et lui dit (le rideau tombe là-dessus) : « Aucune femme n'a encore souillé le « seuil de cette chambre, *tu seras la première!* »

Et ils se sont mis à deux librettistes pour pondre ça...

Les Requins.

Quelques lecteurs nous demandent où est paru le bel article de Mirbeau sur l'amnistie et le dégoût du régime républicain que nous avons publié la semaine dernière. Nous l'avons emprunté à *Paris-Journal*, que notre excellent confrère Étienne Chichet dirige avec autant d'intelligence que de liberté.

C'est dans ce même *Paris-Journal* que nous cueillons ces judicieuses réflexions de Gabriel Mourey :

Le théâtre étant devenu « des affaires » et uniquement « des affaires », il ne faut ni s'étonner ni s'indigner qu'il en soit ainsi. Et qui donc oserait prétendre que dans les autres sphères de la production intellectuelle ou artistique il en est autrement? Notre époque est une époque de commercialisme et d'industrialisme à outrance, et l'on ne voit point pourquoi la littérature et l'art échapperaient à la loi commune. Réussir, aujourd'hui, cela veut dire gagner de l'argent; le talent d'un écrivain ou d'un artiste s'évalue selon le rapport commercial de son œuvre. Une pièce de théâtre qui ne fait pas de recette n'existe pas : la *Course du Flambeau*, de Paul Hervieu, se classe bien au-dessous des *Marionnettes*, de M. Wolff. Ainsi vont les choses, et il est tout naturel qu'elles n'ailent pas autrement.

Si Racine écrivait aujourd'hui *Bérénice* et *Phèdre*, il ne se trouverait pas un directeur de théâtre assez cultivé pour comprendre ces chefs-d'œuvre, assez audacieux pour les représenter.

— 247 —

amis qui s'entendent pour boycotter un théâtre, désormais réservé aux exhibitions obscènes d'Israël?

M. Porel sacrifie au veau d'or et danse devant l'arche. Il finira par danser devant le buffet.

A quoi rêvent nos lycéennes.

Tout le monde sait au ministère de l'Instruction publique que la fameuse et mystérieuse Juliette, de l'affaire Valensi-Gervais-Doumergue, n'est pas une inconnue au lycée Racine.

Nous demandons à M. Guist'hau :

Est-ce cette intéressante personne qui a suggéré, la semaine dernière, le sujet de composition française donné aux élèves de sixième?

« *Mœurs de la vie intime des artistes au vingtième siècle.* »

Pourquoi pas les mœurs et la vie intime de nos ministres?

Utile propagande.

Du Figaro :

Les députés auraient voulu faire éclater aux yeux de tous à quel point ils ont le mépris de l'intérêt général, qu'ils n'auraient rien trouvé de mieux que de repousser sans phrase le projet de limitation du nombre des débits de vins. Ce triomphe de l'assommoir a indigné la presse entière.

Et *l'Œuvre* a eu une excellente idée : elle publie, sous ce titre *l'Assommoir national*, une brochure de propagande où sont stigmatisés les députés trop faibles ou trop aveugles pour secouer la tyrannie du *bistro*.

La brochure est en vente (4 fr. le cent) aux bureaux de *l'Œuvre*, 220, rue Saint-Honoré.

Le régime pourri.

On lit dans *l'Opinion*, à propos du projet de réédification de la Chambre :

Il est souhaitable, d'autre part, que le martyre de M. Alapetite détermine la Chambre à améliorer son hygiène.

C'est avec une véritable stupeur que l'on suit dans cette enceinte surchauffée la *décomposition* des physionomies les plus sympathiques. Tel, au début de la séance, avait l'air d'un bon vivant. A la fin de l'après-midi, ce n'est plus qu'un neurasthénique, un demi-dément presque irresponsable. Hélas ! c'est le moment où l'on vote...

Voilà qui explique bien des choses... Ce n'est plus seulement au point de vue moral que le Parlement est en décomposition...

Une histoire scabreuse.

Sous ce titre, un journal de Marseille, *La Provence*, publie cette note :

Dans l'*Oeuvre* de M. Gustave Téry, on trouve le récit d'une aventure pas banale dont Aristide, vice-président du Conseil serait le triste héros.

Il s'agit d'un enlèvement de jeune fille opéré par l'apache Manda — le champion de Casque-d'Or — et la maîtresse de Briand.

M. Gustave Téry publie deux lettres à l'appui de ses affirmations. L'une émaç d'un journaliste dont il ne veut pas dire le nom et que nous connaissons parfaitement. L'autre est d'un frère socialiste.

Enfin, un des plus fougueux militants de la C. G. T. est dans l'aventure.

Nous sommes en mesure de donner des éclaircissements à nos lecteurs. Le frère socialiste se nomme

Henriot et dirige le *Progrès du Havre*. Quant au militant révolutionnaire, ce n'est autre que Georges Yvetot, secrétaire de la Fédération des Bourses.

Du diable, si nous nous attendions à voir ces « éclaircissements » nous venir de Marseille !

Ils n'en sont pas moins exacts.

Gustave Téry, dans la circonstance, n'a d'ailleurs fait que répéter les propos tenus par trois hommes dignes de foi.



UNE HISTOIRE MERVEILLEUSE

Châteaux en Espagne

Il était une fois, — sous le premier Empire — à Santiago de Cuba, un commerçant français, qui faisait fortune : car que faire à Cuba, à moins qu'on ne s'enrichisse...

Survint la guerre d'Espagne. Pierre Laporte, ce brave négociant, sentant germer en lui l'âme d'un grand corsaire, équipa un navire de course, et, en 1807, s'empara d'une frégate qui portait cargaison espagnole. En triomphe, il la conduisit au port de Santiago. Et le navire fut vendu — coque, agrès et cargaison.

Le capturé — l'histoire n'a pas gardé son nom — la trouva très mauvaise ; il s'adressa donc au Capitaine général espagnol, accusant Laporte de « piraterie ». Le mot était choquant : mais le fait est...

Le Capitaine général était un homme très énergique : il commença par confisquer les biens de Laporte, adjugea là-dessus 78.000 pesos fuertes au plaignant — soit 400.000 francs passés, et déclara garder le reste « à la disposition des administrateurs des représailles » (?) — le reste, c'était une paille : quelque deux millions.

Le 20 juillet 1814, le traité de paix signé entre France

BULLETIN

On a constaté la semaine dernière de sérieuses velléités d'activité dont la Bourse n'a cessé de faire preuve. Certes chacun était persuadé que, malgré les protestations légitimes de certains le Sénat ratifierait en fin de compte l'accord franco-allemand.

Mais ces discussions n'ont pas été inutiles puisqu'elles ont montré au pays que malgré de lourds sacrifices imposés par des circonstances déjà lointaines notre empire colonial s'était accru de riches territoires qui plus tard contribueront à la fortune de la France.

Pendant qu'au Sénat retentissaient de patriotiques paroles, certains financiers et non des moindres éprouvaient le besoin de faire des avances à la Triple-Alliance. Dans la *cote Vidal* du 7 février, nous avons lu cette nouvelle qui n'a pas été démentie.

« On annonce que 50 millions en or sont partis dimanche de Paris, à destination de Rome, venant de la Banque Rothschild et de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* ».

Après que M. de Gunsbourg s'est employé à « liquider » la question d'Alsace-Lorraine voici son coréligionnaire Rothschild qui fait passer de l'or français dans les caisses italiennes au moment où notre « sœur latine » use à notre égard les procédés que l'on connaît !

Dans le compartiment des établissements de crédit, la *Banque de France* ne s'écarte guère des cours précédents. Au bilan au 1^{er} février, les escomptes et intérêts divers de la semaine se sont élevés à 986.690 fr. contre 802.968 fr. pour la semaine correspondante de l'année dernière. Depuis le début du semestre, ils atteignent 7.606.326 fr. contre 5.877.048 fr. pour la même période de 1911, soit une plus-value de 1.729.278 fr.

L'action *Crédit Foncier* reste ferme, bien que depuis quelques jours les 50.000 actions nouvelles aient été admises aux négociations. Les obligations témoignent de leur activité habituelle, sans grande modification de leur cote.

Dans le groupe des établissements étrangers la *Banque*

Ottomane a consolidé sa récente reprise. Les *Banques Egyptiennes* sont assez résistantes dans l'ensemble. Les *Banques Russes* se sont simplement maintenues aux environs de leur niveau antérieur.

Communiqués

Missouri, Oklahoma And Gulf Railroad.

On annonce la prochaine émission de 100.000 obligations 5 % or, première hypothèque du Missouri Oklahoma and Gulf Railroad, dont le produit doit permettre de doter le réseau actuellement en exploitation du Missouri Oklahoma and Gulf Railway de prolongements et d'extensions assurant sa liaison étroite avec les grands réseaux américains avoisinant. D'un montant nominal de 100 dollars (515 francs), ces obligations donnent un intérêt annuel de 25 fr. 70, payable par moitié le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre. Emises simultanément sur diverses places étrangères, elles seront offertes en France par les soins de la Banque Franco-Américaine et de la Société Centrale des Banques de Province, au prix de 475 fr. ce qui fait ressortir leur rendement net à 5,40 %, prime de remboursement non comprise.

Les insertions légales relatives à cette opération figurent au Bulletin Annexe du *Journal Officiel* du 5 février 1912.

Caisse Hypothécaire Sud-Américaine

La *Caisse Hypothécaire Sud-Américaine*, société française au capital de 2.500.000 francs, procède actuellement au placement de 20.000 obligations 5 % de 250 francs, faisant partie d'une émission de 10 millions autorisée par les statuts et par délibération du Conseil d'administration.

La société, dont le siège social est à Paris, 8, boulevard Malesherbes, a pour objet de faire, dans tous les pays de l'Amérique latine, des prêts d'argent et d'y ouvrir des crédits.

Les obligations, dont l'intérêt est payable net d'impôts, sont remboursables en cinquante ans à partir de 1913 par tirages au sort ou par rachats en Bourse. Elles sont émises au prix de 232.50, premier coupon au 15 août 1912. Les souscriptions sont reçues chez MM. P. Saint-Léger et Cie, banquiers, 8, boulevard Malesherbes.

*Demandez partout
en même temps que ce
numéro :*

l'Assommoir National

PAR

**HENRI ROCHEFORT
GUSTAVE HERVÉ
GASTON CALMETTE
URBAIN GOHIER
GUSTAVE TÉRY, etc.**

PRIX : 10 centimes

Le Gérant : GARDANNE.

Imp. spéciale de l'*Œuvre*, 15, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris.